

Convention nationale relative à la structure tarifaire

Physiothérapie (art. 43 al. 5 LAMal)

du 15 aout 2016

entre

- a) **H+ Les Hôpitaux de Suisse,**
Lorrainestrasse 4A, 3013 Berne

association de fournisseurs de prestations.

et

- b) **curafutura – Les assureurs-maladie innovants,**
Gutenbergstrasse 14, 3011 Berne

association d'assureurs.

ensemble: les associations et/ou les partenaires tarifaires.

Préambule

¹ Les partenaires tarifaires susmentionnés ont mis en place pour les prestations ambulatoires de physiothérapie une structure tarifaire nationale adéquate et mesurée selon les principes d'une saine gestion économique. Sur la base de la structure tarifaire régie par la présente convention, des conventions tarifaires peuvent être conclues au sujet de la valeur du point tarifaire ainsi que d'autres réglementations.

² Là où dans la présente convention tant la forme masculine que féminine seraient nécessaires, il a été fait usage, dans un souci de meilleure lisibilité, de la seule forme masculine. Celle-ci vaut pour les deux genres.

Art. 1 But

Par la présente convention relative à la structure tarifaire, les partenaires tarifaires conviennent – pour une durée indéterminée – d'une structure tarifaire nouvelle, moderne, économique et appropriée. Celle-ci règle l'introduction et le développement de la nouvelle structure tarifaire «Structure tarifaire – Physiothérapie».

Art. 2 Structure tarifaire

¹ Les partenaires tarifaires conviennent de la «Structure tarifaire – Physiothérapie» selon l'annexe 1.

² La structure tarifaire «Structure tarifaire – Physiothérapie» contient pour chaque prestation évaluée les éléments suivants: n° de la position tarifaire, désignation de la prestation, points tarifaires, désignation de la prestation sur la facture, description de la position de la prestation, combinaisons et suppléments en matière de décomptes ainsi que règles d'application.

³ Le glossaire en annexe 2 définit les différents termes de la structure tarifaire en matière de physiothérapie et sert de référence aux utilisateurs de la structure tarifaire.

⁴ La tarification du matériel de traitement et des attelles se fait selon l'annexe 3, la présente convention relative à la structure tarifaire, en l'absence de la convention tarifaire correspondante, ne constituant à cet égard pas un contrat sur la remise de moyens et d'appareils diagnostiques ou thérapeutiques au sens de l'art. 55 OAMal.

Art. 3 Entrée en vigueur de la nouvelle structure tarifaire

¹ La convention relative à la structure tarifaire convenue entre les partenaires tarifaires entre en vigueur le 1er janvier 2017.

² Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Art. 4 Champ d'application territorial et matériel

¹ La présente convention relative à la structure tarifaire (y compris ses annexes) est applicable sur l'ensemble du territoire suisse.

² La présente convention relative à la structure tarifaire (y compris ses annexes) est applicable aux prestations ambulatoires de physiothérapie au sens de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) qui sont fournies par des hôpitaux (y compris des cliniques) ainsi que par des physiothérapeutes et des organisations de physiothérapie en cabinet privé dont la facture porte un numéro RCC ou un numéro K.

Art. 5 Garantie de la qualité

¹ Les partenaires tarifaires entendent introduire sur une base contractuelle une garantie de la qualité moderne, efficace et mesurable au sens de l'art. 77 OAMal. Afin d'atteindre ce but, les partenaires tarifaires concluront une convention séparée dans un délai de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention relative à la structure tarifaire.

² Les partenaires tarifaires développent une méthode de mesure de la qualité basée sur l'obligation de mesurer des indicateurs de qualité des résultats et sur la présentation transparente des résultats au niveau des différents fournisseurs de prestations.

³ L'application par les fournisseurs de prestations et les assureurs de la convention relative à la structure tarifaire entraînera la reconnaissance des prescriptions concernant la garantie de la qualité une fois que celles-ci auront été réglées.

Art. 6 Normalisation et monitoring

¹ Les partenaires tarifaires conviennent de surveiller le transcodage et la normalisation du volume de points facturés sur le plan national ainsi que la pratique en matière de facturation (monitoring).

² La procédure technique en matière de normalisation, de livraison des données et de monitoring est fixée dans l'annexe 6.

Art. 7 Commission paritaire sur la structure tarifaire – Physiothérapie (CST-P)

¹ Les partenaires tarifaires créent une commission paritaire sur la structure tarifaire – Physiothérapie (CST-P).

² La CST-P évalue et vérifie que la mise en œuvre de la normalisation de la structure tarifaire se déroule de façon neutre en termes de coûts (normalisation et monitoring ainsi que compétences selon l'annexe 6). Les résultats sont communiqués aux partenaires tarifaires sous la forme de propositions écrites et concrètes de révision de la structure tarifaire.

³ À l'issue de la phase de mise en œuvre, la CST-P continuera à vérifier chaque année la structure tarifaire et à soumettre aux partenaires tarifaires des propositions écrites et concrètes d'amélioration visant la révision de la structure tarifaire.

⁴ Les détails de l'organisation et du financement de la CST-P sont réglés par les partenaires tarifaires dans l'annexe 4.

Art. 8 Commission paritaire d'interprétation – Physiothérapie (CPI-P)

¹ Les partenaires tarifaires mettent sur pied une commission paritaire d'interprétation – Physiothérapie (CPI-P).

² Afin d'assurer une interprétation uniforme des tarifs, la CPI-P se charge des questions d'interprétation faisant le cas échéant l'objet d'une controverse au sujet des positions tarifaires ainsi que des questions de délimitation correspondantes. La CPI-P recommande sur demande de l'un des partenaires tarifaires des solutions aux questions d'interprétation. La CPI-P ne s'occupe pas de questions de fait, ni de contentieux individuels concrets.

³ Cette commission est chargée du traitement des questions générales d'interprétation et peut émettre des recommandations. Les détails relatifs au déroulement de la procédure, aux compétences et au financement de la CPI-P sont réglés par les partenaires tarifaires dans l'annexe 5.

Art. 9 Résiliation

¹ La présente convention relative à la structure tarifaire peut être résiliée par chacun des partenaires contractuels moyennant le respect d'un délai de 12 mois soit pour le 30 juin, soit pour le 31 décembre, la première fois pour le 31 décembre 2020. La résiliation doit être adressée par courrier recommandé à tous les partenaires tarifaires. La résiliation par l'un des partenaires tarifaires entraîne la fin de la convention relative à la structure tarifaire pour l'ensemble des partenaires, assureurs et fournisseurs de prestations.

² En cas de résiliation de la convention relative à la structure tarifaire, les partenaires tarifaires s'engagent à ouvrir sans délai de nouvelles négociations.

³ L'entrée en vigueur de la présente convention relative à la structure tarifaire entraîne la fin:

- de la convention tarifaire du 15 décembre 2001 entre H+ Les Hôpitaux de Suisse et santésuisse, la Commission des tarifs médicaux LAA, l'assurance-invalidité, l'Office fédéral de l'assurance militaire, ainsi que
- de la convention relative à la structure tarifaire du 1^{er} février 2015 entre les partenaires tarifaires ainsi que la prolongation correspondante d'octobre 2015.

Art. 10 Application de la convention relative à la structure tarifaire

Lorsque la structure tarifaire est appliquée par un fournisseur de prestations ou un assureur, la convention relative à la structure tarifaire, annexes comprises, ainsi que les interprétations de la CPI-P sont considérées comme reconnues par ce fournisseur ou cet assureur.

Art. 11 Dispositions finales

¹ La présente convention est établie et signée en 4 exemplaires. Deux exemplaires de la convention sont destinés au Conseil fédéral et chacun des partenaires tarifaires en recevra un exemplaire.

² La présente convention et ses annexes seront traduites en français et en italien. Seul le texte allemand de la convention fait juridiquement foi.

³ Ni les partenaires tarifaires dans leur ensemble, ni les associations d'assureurs ou les associations de fournisseurs de prestations entre elles ne constituent une société simple sur la base de la présente convention.

⁴ La présente convention relative à la structure tarifaire constitue la demande adressée au Conseil fédéral en vue de l'approbation de la structure tarifaire au sens de l'art. 43 al. 5 LAMal.

Art. 12 Parties intégrantes à la convention

Sont parties intégrantes de la présente convention relative à la structure tarifaire :

- Annexe 1 Structure tarifaire 1.0
- Annexe 2 Glossaire
- Annexe 3 Matériel de traitement et attelles
- Annexe 4 Commission paritaire sur la structure tarifaire (CST-P)
- Annexe 5 Commission paritaire d'interprétation (CPI-P)
- Annexe 6 Normalisation et monitoring (avec un addendum)

Berne, le

curafutura – Les assureurs-maladie innovants

Ignazio Cassis
Président

Pius Zängerle
Directeur

Berne, le

H+ Les Hôpitaux de Suisse

Charles Favre
Président

Bernhard Wegmüller
Directeur